



# « C'est l'académie où nous avons le plus investi dans ce quinquennat »

Région. - Pourquoi venez-vous à Sciences Po Lille ? « Je viens inaugurer les nouveaux locaux. Et c'est l'occasion pour moi, dans cette académie où nous avons beaucoup travaillé sur l'égalité des chances, de mettre en valeur tout ce que nous avons pu faire sur ces sujets. Grâce à sa politique de démocratisation menée depuis 2007, l'Institut d'études politiques de Lille compte 30 % de boursiers, ce qui est très significatif. » - Sciences Po Lille est-il un modèle de démocratisation de l'enseignement supérieur ? « Je me suis appuyée sur son programme, appelé PEI (Programme d'études intégrées), pour créer à la rentrée 2016 les parcours d'excellence sur tout le territoire. Plusieurs milliers d'élèves (1 276 dans l'académie) de 3e de collèges REP + (Réseau d'éducation prioritaire renforcée) sont accompagnés, individuellement et collectivement, jusqu'à leur terminale. L'objectif est de construire avec eux un parcours d'études supérieures ambitieux en leur donnant confiance et en luttant contre l'autocensure. » - L'accompagnement ou le tutorat, plutôt que les places réservées ou la dispense de concours, comme à Sciences Po Paris ? « Pour réussir la démocratisation, je trouve intéressant d'avoir une palette de solutions. D'ailleurs dans la loi Égalité et Citoyenneté récemment adoptée, une disposition a été votée pour donner à d'autres établissements la possibilité qui était

réservée à Sciences Po Paris. Je vais d'ailleurs signer demain (aujourd'hui) avec les trois grandes conférences de l'enseignement supérieur un protocole d'engagement pour mettre en place ces nouveaux processus de recrutement qui permettent de diversifier les publics. » - Avec des quotas, des places réservées ? « Oui, et un accompagnement. C'est aussi ce qu'on a mis en place il y a trois ans avec le dispositif meilleurs bacheliers. On recontacte les 10% des meilleurs bacheliers pour leur dire : Sachez que si vous n'avez pas pensé à vous inscrire dans les grandes écoles et les classes préparatoires, des places vous sont réservées. C'est une forme de quota. Dans un lycée rural ou de banlieue, il y a plein de jeunes gens très brillants mais qui ne pensent pas à s'inscrire dans ces parcours-là. » - La reproduction sociale est très forte, la France est la championne des inégalités scolaires en Europe. Or notre académie compte 45% d'élèves issus de classes sociales défavorisées contre 35% au niveau national. Cet état de fait aurait-il vocation à persister ? « Vous êtes dans une académie singulière, très touchée par les difficultés sociales. Mais c'est aussi celle où nous avons le plus investi dans ce quinquennat. Nous avons rénové l'éducation prioritaire, intégré des écoles qui ne l'étaient pas. Et rajouté 350 millions d'euros au national pour mieux rémunérer les enseignants et mieux accompagner les élèves. Or, Lille est

l'académie qui compte le plus de REP +, l'académie où on met le plus de moyens. Même dans les écoles hors REP, on a voulu mieux prendre en compte la difficulté sociale qui pouvait exister malgré tout. Ce qui nous a conduits à créer un nombre de postes important dans le premier degré. » - Les syndicats estiment que le compte n'y est pas, que ça n'a pas rattrapé les pertes de l'ancien quinquennat. « Je les comprends. Le bilan pour l'académie est de + 1 339 postes entre 2013 et 2017 alors qu'il est de - 3 600 pour la période 2008-2012. Mais il faut quand même qu'ils constatent qu'il y a eu des créations de postes indéniables et que la priorité a été donnée au premier degré, comme on s'y était engagé. On aura créé 858 postes (1er degré). Ainsi, 85% des écoles en éducation prioritaire de l'académie bénéficient du dispositif plus de maîtres que de classes et ce sera 100% à la rentrée. » - Dans un entretien à « La Voix du Nord », Bernard Toulemonde, l'ex-recteur auteur de « Et si on tuait le Mammouth ? », déclarait que le « maître supplémentaire n'a pas vraiment été mis en place et que la réforme des collèges ne se mettait pas en route »... « L'éducation a besoin de temps. Il y a une chose qui devrait faire consensus entre nous tous, c'est qu'il n'y a rien de pire que le stop and go en matière éducative. Il ne faut pas détricoter les choses à la faveur des alternances ni envoyer des signaux qui peuvent décourager ceux qui



voudraient appliquer au mieux les réformes mais attendent pour voir si elles seront maintenues ou pas. Nous, nous n'avons pas remis en cause la réforme des lycées de 2010. » ■